

Publié le 2 Octobre 2017 - Mis à jour le 2 Octobre 2017

Renseignement

Attentat de Marseille : faut-il miser plus sur les entourages pour détecter les terroristes sur le point d'agir ?



L'acte terroriste commis à la gare de Marseille qui a conduit à la mort de deux cousines de 20 et 21 ans pousse à s'interroger sur les capacités de renseignement des services et sur les moyens que l'Etat met à leur disposition notamment pour surveiller les proches de ceux qui sont soupçonnés de basculer

Avec [Gérald Arboit](#)
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Pascal Neveu](#)
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Sebastian Roché](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Dans quelle mesure la collecte de renseignements sur l'entourage des personnes soupçonnées d'accointance avec les thèses djihadistes peut-elle être déterminante pour identifier ceux qui sont proches de passer à l'acte ?

Sébastien Roché : Le passage à l'acte est le résultat d'un long itinéraire. L'action violente ne s'explique pas par le fait d'avoir des opinions ou des attitudes radicales. Il faut avoir une cause au nom de laquelle agir et qui justifie le sacrifice de soi, et des autres - victimes collatérales ou cibles. Il faut ensuite évoluer dans un milieu qui partage les mêmes analyses et les mêmes valeurs, qui permet de renforcer chacun dans ses convictions. La recherche d'un idéal compte beaucoup: agir ne relève pas du calcul égoïste, de l'acteur rationnel. L'action elle-même motive: faire, s'engager y compris par la destruction. L'appartenance à un groupe, des réseaux, parfois une famille est importante: ce type d'actes est très difficile à préparer et réaliser seul. Les attaquants ne sont pas des robots qui font simplement ce qu'on leur a dit. Ils doivent y adhérer et cela passe par des relations humaines.

Gérald Arboit : Le problème est que nous sommes dans un Etat de droit. Ainsi, lorsque nous menons une enquête sur un personnage, nous utilisons les moyens d'une enquête classique, comme le renseignement humain, l'analyse des fichiers et autres. Le renseignement humain, s'il est fait correctement va suivre son client pendant un certain temps, voir les personnes qu'il fréquente, qu'ils s'agissent de son entourage familial proche, celui éloigné, mais aussi de ses réseaux d'amitiés. Il s'agit du travail basique de ce qui s'appelait avant le contre-espionnage. Il revient à valider toutes les hypothèses possibles, les analyser et les lâcher seulement une fois qu'il n'y a plus rien à en dire. Nous ne pouvons pas améliorer cette technique. L'individu étant une personne libre et irrationnel, les seuls moyens que nous pourrions mettre pour l'améliorer seraient dans l'informatique. Seulement, ce modèle ne pourra pas tout cibler. Il demande beaucoup de temps... Il s'agit de la mission des hommes du renseignement, de la police... En soit, il y a suffisamment de personnes qui s'occupent de ces problèmes, mais encore faudrait-il que nous les laissions s'occuper de cela et que nous ne leur mettions pas d'autres problèmes par dessus.

La difficulté est également que nous ne pouvons pas parler de « proches » car il ne s'agit pas que du père, de la mère, des frères et soeurs. D'autres réseaux sont mis en oeuvre. A une époque, il s'agissait de réseaux géographiques : au sein des villages. Aujourd'hui, cela peut-être les réseaux d'amitié.

Pour surveiller pendant 24h une personne, cela nécessite 60 agents. Vous multipliez par 1 000 (le nombre moyen de revenants de Syrie qu'il faut surveiller) imaginez le nombre de personnes nécessaires ! Imaginez ensuite, si vous devez surveiller leur famille ! La DGSI n'a pas autant d'hommes. En outre, admettons que vous suivez une personne pendant un certain nombre de jours, comme cela a été le cas pour un des frères Kouachi. Au cours de cette surveillance, il n'y a rien d'anormal et le suspect ne donne aucune trace d'une éventuelle radicalisation. Vous cessez donc la surveillance...

Un autre problème réside dans l'impossibilité de dessiner un réel profil type.

Quels sont les différentes attitudes et degrés de compréhension observés dans les entourages de djihadistes auteurs d'actes de terrorisme ces dernières années ?

Pascal Neveu : Nous avons dernièrement du entièrement réviser les nouvelles méthodes d'analyse et de pensée des actes terroristes, afin de les anticiper.

Auparavant, nos réflexions portaient sur la description de 3 profils.

Le principal est celui de l'absence de "repérage" de comportement, d'endoctrinement djihadiste. La famille, les proches, les amis n'ont rien vu venir. Leurs témoignages sont tous identiques, reprenant les mêmes attitudes, les mêmes discours: le choc de l'annonce, la surprise des faits... Jamais ils ne seraient doutés, jamais ils n'ont repéré quoi que ce soit.

Le second porte sur l'observation de comportements que la famille associe à une crise d'adolescence, cette fameuse période où nombre de jeunes sont en recherche d'autres valeurs, de repères... En quête de leur identité.... Reniant leur socle éducatif et moral, prêts à se frotter aux extrêmes, à jouer avec leur vie.

Dans ce cas de figure, la marge de manœuvre est étroite pour ces familles: faire montre d'autorité jusqu'à créer la rupture ? Or très souvent le désaccord entre une solution éducative ferme prônée par le père, et la souplesse souhaitée par la mère (qui a le désir de "protéger" son enfant, sa structure familiale...), provoque des conflits

interfamiliaux qui cultivent alors le berceau de la pensée déjà inoculée à "l'endoctriné". Le phénomène sectaire y trouve d'ailleurs ses racines.

Le jeune va donc alors privilégier la 3ème voie : la voix de celui qui lui promet son salut. Une voix sans heurts, sans conflits apparents, alors qu'il porte en lui son propre conflit et va le projeter à l'extérieur en créant le chaos.

La 3ème catégorie repose sur des jeunes qui, face à un socle familial s'opposant à ce qu'il vit, vont quitter, sans un mot, un jour inattendu, un foyer parental, familial, non sans culpabilité (ce qui explique les quelques échanges textos ou autres entretenus principalement avec la mère, ou un "référent" affectif), afin de rejoindre les mouvances au sein de leurs racines... Là où le combat se structure, là où la parole est dictée, là où les actes s'allieront aux mots et futurs maux.

C'est une lutte, c'est un combat inconscient qu'ils ne parviennent pas à accepter comme étant le leur qui devient un combat contre un ennemi qu'on leur a désigné.

Mais ces réflexions sont maintenant à repenser.

En effet, depuis l'affaire Mohamed Merah (2012) qui va être jugée dans quelques jours, qui fut le tout premier acte de terrorisme djihadiste nouveau depuis les actes atroces de 1995 en Algérie, tous les services de police et de renseignement font du mieux qu'ils peuvent, et leurs nombreuses actions salutaires pour notre sécurité ne sont pas connues du grand public.

Son frère avait signalé aux autorités les comportements de son frère et de sa famille. Mais les autorités n'ont pas la possibilité de tout contrôler. Nous ne sommes pas dans le film "Minority Report".

Depuis les attentats du Bataclan et les passages à l'acte internationaux, nous avons d'un côté affaire à des actes organisés (Barcelone, Paris, Londres...) mais également des passages à l'acte isolés d'individus totalement instables psychologiquement sans forcément de liens ou contacts avec des organisations djihadistes (par exemple l'assassinat du couple de policiers à Magnanville).

Tous les experts décrivent bien que les « loups isolés » étaient très peu nombreux jusqu'à ce jour.

Mais je crains, hélas, que ce nombre augmente. Nous sommes un certain nombre de spécialistes à observer un champ de la violence et de psychopathie qui se libère et s'exprime de plus en plus. Il ne s'agit nullement de céder à la psychose et la paranoïa. Mais le psychopathe n'est repéré qu'après son passage à l'acte. Et ce qui le caractérise, c'est bien sa capacité à penser un autre monde en fonction de son propre code moral. Et il peut l'acter de manière isolée, via son délire et sa toute-puissance supposée. Bien évidemment il restera des « déséquilibrés » qui par mimétisme vont agir dans la continuité d'un acte aussi barbare, ou à des dates anniversaires, à travers leurs états confusionnels.

Plus précisément, et afin de résumer, nous avons affaire à:

- des personnalités en lien avec les réseaux djihadistes, repérables (grande majorité)
- des individus isolés qui pour des raisons psychiatriques passeront à l'acte

Le tout reconnu par l'organisation islamique qui souhaite créer la terreur N'oublions pas le déni de certains parents face à leurs enfants et proches. Le dernier jugement condamnant cette mère à 2 ans de prison pour financement du djihadisme ne peut que nous rappeler que le psychisme est si complexe que nous sommes réellement incapables d'anticiper un passage à l'acte. Même si certaines universités étrangères testent la « capacité » terroriste de certains profils.

Sébastien Roché : L'entourage des personnes joue un rôle important à la fois pour ce qui concerne le renforcement psychologique, le fait de recevoir des encouragements à faire ce qu'on doit faire, et ensuite pour la matérialisation d'un plan. Il faut une préparation et donc des informations, il faut se procurer du matériel (armes, explosif), et aussi une logistique (se transporter, faire venir des équipements) ou encore s'abriter. La connaissance des réseaux par lesquels il est possible de réunir les conditions suffisante est donc utile. Mais, ce n'est pas nécessairement dans l'entourage immédiat qu'on va trouver tous ces contacts. Certains terroristes avaient eu une exposition très brève avec ceux qui leur ont donné une mission et des indications parcellaires quant aux relais à

mobiliser. Une partie de leur besoin est achetée sur le marché parallèle, par exemple pour les armes, qui ne suppose pas de lien émotionnel. Pour d'autres, la préparation peut se faire dans une fratrie. Je ne connais pas d'étude exhaustive qui permette de dire quel est le cas le plus courant, s'il en existe un.

Pouvons-nous réellement avoir un moyen de pression ou de persuasion pour pousser des familles à dénoncer une radicalisation ?

Pascal Neveu : Nous l'avons vu, la radicalisation est extrêmement difficile à déceler au sein de ces familles. D'autant plus que « s'avouer » que son enfant est sans doute un futur monstre c'est vivre un infanticide. Aussi, le psychisme possède en lui des mécanismes de défense s'opposant à cette prise de conscience. Principalement le déni qui est le système de protection psychique le plus puissant. Grâce au déni, la réalité se transforme en un monde plus acceptable, où la violence n'existe pas, d'autant plus lorsque le déni porte sur celui qui porte en lui une violence qui finira un jour par s'exprimer. Il ne faut pas juger ces familles. Elles ont composées. Elles risquent de payer pour leurs enfants assassins.

Est-il possible d'améliorer le renseignement humain sur l'entourage des djihadistes potentiels ? Comment parvenir à obtenir les informations et indices dont disposent souvent les parents, conjoints ou amis sur les projets d'attentats d'un de leur proche ? Quels sont les moyens et limites juridiques ?

Sébastien Roché : Il n'est pas possible d'améliorer le renseignement sur l'entourage des potentiels terroristes sans avoir dans un premier temps été capable de dire qui est un potentiel terroriste. Or, pour le moment, les services de renseignement ne se sont pas montrés très performants en la matière. Ils n'ont pas su ou pas pu obtenir les informations qui les auraient convaincu que telle personne devait plus qu'une autre être surveillée. Et, même quand ces signaux étaient flagrants comme dans le cas de l'attaque de Charlie Hebdo (le dessinateur Charb avait reçu des menaces multiples), la police parisienne ne les a pas prises au sérieux au point de mettre en place les dispositifs de protection adéquats. Bref, même quand on est alerté, cela ne signifie pas qu'on va agir pour protéger efficacement. Lorsqu'on voit le nombre d'intervention démesurées par les moyens utilisés par les forces de l'ordre sous l'état d'urgence, avec des dizaines de fonctionnaires déployés pour se rendre dans les logements de tel ou tel personne "suspecte" par exemple, on se rend compte de la faible qualité du renseignement. Si on a eu le bon renseignement et la bonne mesure du risque, on est en position d'éviter le gaspillage des ressources. Surveiller l'entourage m'apparaît une idée peu crédible tant qu'on est peu à même de définir le risque réel chez un individu: cela ne ferait que multiplier massivement les personnes à suivre, et donc les coûts, mais aussi les informations à collecter et analyser.

Quelqu'un qui prépare un attentat n'informe pas les personnes qui ne sont pas partie prenante. Les personnes proches (voisins, amis, famille) qui se doutent qu'un de leur proche prépare quelque chose de "pas net" (dont on ne sait pas ce dont il s'agit) pourraient confier leurs doutes aux autorités. Ce qui les pousserait à le faire est la confiance: confiance dans les autorités, confiance dans la police. Malheureusement, le niveau de confiance n'est pas très élevé dans la population, et moins encore dans les minorités en France du fait du passif dans les relations avec la police. Or, en sont issus une partie des quelques centaines des djihadistes - mais pas tous puisque les convertis de fraîche date y sont présents. La construction d'une relation de confiance et de proximité m'apparaît essentielle. Elle se forge dans la durée, par les contacts au quotidien avec les policiers ou les autorités. Les interventions mal calibrées que je mentionnais plus haut risquent d'avoir l'effet contraire si elle sont perçues comme stigmatisantes. Le traitement différencié des bi nationaux aussi, la déchéance de nationalité pouvant être prise comme symbole politique d'une loi à deux vitesses.

Gérald Arboit : Il faut laisser faire le renseignement humain tout simplement. Cela veut dire notamment permettre les intrusions et tout ce que les services de renseignement font actuellement. Lorsque vous bouclez une capitale comme Bruxelles, c'est peut-être pour espérer qu'un éventuel djihadiste se prenne dans les mailles du filet, mais c'est aussi pour récupérer de l'information. Cette dernière est ensuite analysée et elle aboutie sur les arrestations qui suivent.

Nous avons adoptés en France une loi, faussement appelée « loi sur le renseignement » qui visait à introduire dans le code de sécurité intérieure des pratiques qui étaient jusque-là peu légales. Nous les avons introduite, car dans les années 1998 le MI5 a été attaqué à la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg pour ces pratiques et que nous ne voulions pas qu'il arrive la même chose à la DGSI. Cela remettrait en cause toute une procédure judiciaire, pourrait remettre en liberté un homme qui est un vrai danger ... Nous sommes face à une alternative : soit nous sécurisons trop, soit nous conservons des libertés individuelles. Tout le problème va être de placer le curseur à un niveau qui soit acceptable. Une chose est certaine: nous ne pourrons jamais tout sécuriser. En France, les mesures de sécurité sont des plus élevées, et cela n'empêche pas qu'un homme tente d'entrer dans un commissariat dans le 18ème ...

Où en est-on dans l'utilisation du bigdata censé donner de précieuses informations sur le comportement des gens ? Comment améliorer son analyse ?

Gérald Arboit : Il ne faut pas se retrancher comme la politique actuelle entend le faire, derrière des murailles électroniques. Ce sont d'ailleurs ces murailles qui aux Etats-Unis sont tombées le 11 septembre 2001. Nous voulons en France faire ce qui a échoué aux USA. Nous ne sommes pourtant pas plus malins que les Américains.

Nous pouvons améliorer les logiciels qui permettent de filtrer. Il faut que les filtres soient pertinents pour permettre de taper juste.

Cependant, des limites claires demeurent sur les informations que nous pouvons récupérer du bigdata. La technique des brouillons demeure un moyen intracable. Le principe est d'ouvrir une boîte mail, d'écrire un message, de le laisser en brouillon et de donner le code à son interlocuteur. Elle permet d'accéder au contenu du mail, sans pour autant qu'il n'y ait un quelconque envoi. Il n'y a pas de circulation, pas de bigdata, aucune trace... Et pourtant nous sommes dans le virtuel. Nous sommes sur une limite claire de l'utilisation du big data